

# AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

## Météo des plages

**Il nous semble adéquat de dresser un mini-bilan au moment où le collectif d'Aujourd'hui s'apprête à prendre deux semaines de pause**

Outre le fait que notre démarche semble rencontrer des envies (bien que toujours insuffisants pour prétendre à équilibrer notre budget, le nombre d'abonnés et les ventes au numéro ne cessent de croître) et susciter un intérêt (nous commençons à recevoir des lettres de lecteurs), nous parvenons à créer des liens avec des personnes ou des groupes de sensibilité proche. Cela laisse à penser que des réalisations libertaires sont possibles à Genève. Ce constat réjouit le collectif d'Aujourd'hui, qui profite de ces lignes pour appeler lectrices et lecteurs intéressés à prendre contact avec lui.

Il y a un autre motif de «satisfaction»: c'est de constater le soin que les médias traditionnels écrits et audiovisuels mettent, quotidiennement ou presque, à corroborer ce que nous écrivons dans Aujourd'hui. Pour qui prend la peine de lire la presse quotidienne, les exemples ne manquent pas, et chacun peut constituer sa propre «Fabrique de la Vérité». Il en va de même de certains articles: par exemple, nous parlions la semaine dernière de nos divergences avec les écologistes réformistes, en éclairant le fait que leur démarche nous apparaît comme un écologisme de façade. Ainsi, nous avons lu dans la presse qu'en vue des hypothétiques Jeux Olympiques à Sion, certains Verts se penchent sérieusement sur un projet de piste de bobsleigh démontable et réutili-



sable, éventuellement dans un parc d'attractions nautiques. Affligeant.

Voilà pourquoi nos lecteurs et lectrices trouveront dans ce numéro une brève recension du livre «*Une société à refaire*» de Murray Bookchin. La lecture de cet ouvrage apporte des éclaircissements sur l'idée de l'écologie sociale, qui apparaît, pour le collectif d'Aujourd'hui, comme un corps de pensée très pertinent.

Nos abonnés et abonnées bénéficient en sus dans ce numéro d'un texte que nous considérons important. Trop long pour être publié in extenso, il est proposé sous forme

*Suite en dernière page*

### HUMEUR MAUVAISE

**Vive les banques !**

*C'est le feuilleton du printemps : soir après soir, le téléjournal n'en a que pour «nos» banques et leurs problèmes dans l'affaire des fonds en déshérence.*

*Radicaux et libéraux sont là pour le rappeler : l'honneur des Suisses, c'est à dire l'intérêt des banques, doit être défendu coûte que coûte. Ils en appellent au bon peuple : les américains veulent boycotter «nos» banques, boycottons leurs asperges ! Celle-là, même l'éditorialiste du «Temps» a eu de la peine à l'avaler !*

*Le vrai message est ailleurs. Il faut que les bons Suisses, les patriotes, vénèrent leurs banques, SBS, UBS et compagnie, celles qui mettent à la rue plein d'employés pour cause de fusion. Ici comme ailleurs, pour que le nationalisme prospère, il faut l'entretenir et rappeler à chaque occasion qu'on est tous dans le même bateau, banquiers et vanu-pieds... et qu'en plus la barque est pleine, comme à l'époque.*

### France

Démagogie républicaine et extrême-droite

### Livre

L'écologie sociale de Murray Bookchin

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle.

Editeur responsable: Claude Cantini.

Tirage: 200 ex.

AUJOURD'HUI c/o Aide Mutuelle

case postale 664

1211 Genève 4

CCP: 17-471708-7

e-mail: edam.ch@tao.ca

cas.ch@tao.ca

**Aujourd'hui est en vacances  
Prochaine parution le 24 avril**

# Surfer sur la vague du diable

**Le succès du Front National, lors des dernières élections régionales, et sa position d'arbitre favorisent l'émergence d'un discours républicain démagogique**

La France est un pays qui connaît une particularité de taille avec l'existence dans son paysage politique d'un parti politique d'extrême-droite récoltant environ 15% des suffrages à chacune des consultations électorales. Les dernières élections régionales et cantonales françaises ont été l'occasion pour ce parti de démontrer qu'il était devenu, sans conteste, la pièce centrale de l'échiquier politique national, en faisant, notamment, exploser la droite dite républicaine. Cette «nouvelle donne» intervient, de plus, dans un contexte social, singulier en Europe, qui a connu au cours des dernières années plusieurs luttes d'envergure nationale, dont la dernière en date est la mobilisation des chômeurs et des précaires (voir Aujourd'hui n°1 et n°6). Cette situation générale appelle l'analyse, non seulement pour comprendre la réalité française, mais aussi, pour observer, au travers de cet exemple «exceptionnel», certaines règles d'articulation du politique et du social dans une «démocratie» occidentale.

Tout d'abord, il faut savoir que si les élections régionales ont été le «cataclysme» politique que l'on sait, cela est dû au mode de scrutin proportionnel qui offre la possibilité aux groupes politiques de moindre importance d'avoir des élus (qui élisent ensuite les Présidents de région, véritables princes locaux), donnant une vision différente de celle, déformée, qui résulte des élections nationales au mode de scrutin majoritaire, lequel favorise les grandes formations. La région est, donc, la traduction d'une réalité politique locale plus complexe que laissent accroître les «débats» décidés et orchestrés par les états majors parisiens. Acteurs de cette scène locale, on trouve des professionnels politiques qui partagent les intérêts de leurs partis, mais qui ont aussi les leurs propres, dont la préservation exige l'adoption d'une conduite pragmatique tenant compte du contexte local. Dans ces conditions, les rapprochements entre les hommes politiques de droite et le Front National (FN) n'ont rien d'étonnants. D'ailleurs, les directions nationales savent, habituellement, très bien ces pratiques. Dans le cas des dernières élections, ces accords, discrètement conclus par le passé, sont devenus l'enjeu essentiel.

Nous assistons au dernier exemple d'un phénomène, désormais avéré, qui est que le Front National donne, seul, sur lui-même ou sur ses idées, lieu à des débats de nature un tant soit peu politique. En effet, hormis cette «affaire» du FN, la droite et la gauche sont bien en peine de trouver un sujet d'affrontement dans un environnement idéologique pacifié, résultat des dernières vingt années qui ont vu la gauche française, à l'instar de l'ensemble des gauches européennes (citons l'épisode récent d'un Tony Blair ovationné par la droite parlementaire française), adopter scrupuleusement les idées de la droite (sacralisation du

marché, conversion enthousiaste au capitalisme, etc.). De manière apparemment paradoxale, c'est un parti aux idées contradictoires, bricolées à partir de vieux stocks fascistes, royalistes, populistes ou, encore, ultra-catholiques, parti au programme qui contient tout et son contraire (libéralisme et protectionnisme pareillement prônés, par exemple), qui réactive ce qui veut apparaître comme un débat, mais qui se limite, en fait, au déballage des grands principes républicains

d o n t  
c h a -  
c u n e  
d e s

parties se veut la championne, la gauche mettant en garde contre tout «pacte avec le diable», la droite ressortant, encore et toujours le cadavre du Gaullisme. C'est, encore, le consensuel spectacle médiatique des hommages rendus par tel nouveau président de gauche à son adversaire de droite qui a su faire prévaloir les intérêts de la «démocratie» – non sans grincements de dents –, et grâce auquel il a été élu.

Le Diable s'avère très utile, et les partis politiques, notamment ceux de gauche au pouvoir, peuvent jeter un voile déclamatoire sur la réalité des politiques qu'ils mènent. Politiques qui, si on les examine, tiennent abondamment compte des «préoccupations du FN» (par exemple, les mesures iniques concernant l'immigration clandestine prises par Pasqua-Debré et déclassées, à peine, par Chevènement). Les «grands principes» ont ceci d'intéressant qu'ils n'ont pas à être corroborés par une pratique pour être brandis. En l'occurrence, le principe républicain offre, par sa généralité même, un plus, dans la mesure où il permet d'en appeler à un sentiment qui transcende les familles politiques : le sentiment national. C'est ce que fait Alexandre Adler<sup>1</sup>, dans un des commentaires de la situation parmi les plus «réjouissants», à l'intitulé, justement, gaullien, «*Que nous est-il arrivé ?*». L'auteur de l'article oppose la France de 68 – c'est de saison – à celle des récentes élections et se demande «*comment le même pays – plus frondeur qu'inquiet – qui avait donné, en 1968, sa tonalité à la révolution généralisée de la jeunesse [...]*



*peut-il légitimer le plus puissant [...] des mouvements d'extrême droite [d'] Europe.* Soixante-huit, qui, toujours selon l'auteur, ne fut qu'une affaire de «*divorce générationnel*» des «*hommes de la Résistance, [...], d'avec ceux de 1968, qui n'étaient pas portés par des idéaux fondamentalement différents des leurs*», avec un De Gaulle emblème d'un régime «*qui ne pouvait [...], en tout cas, [...], s'opposer sérieusement au fond démocratique, dont il partageait en réalité la plupart des espérances*».

Cette opération, raccourci simplissime et merveilleux, permet à Adler de remplir les événements de 1968 d'un sens qui coïncide avec sa vision de l'histoire récente de la France, soit celle d'un pays double, d'un côté champion des valeurs démocratiques, de l'autre peuplé de gens qui «*ont le sentiment lancinant que l'histoire leur échappe, [...], que le progrès apparent est confisqué par une minorité manipulatrice*», prêts à écouter tous les discours démagogiques. Voilà donc les termes du choix que doit faire chaque citoyen, entre une France du 18 Juin et du 22 mars et celle des trileux rétrogrades fascistes de 1998. C'est le chantage démocratique nouveau : tout ce qui n'est pas avec le système fait le jeu du Front National, et s'oppose, au fond, à la sainte trinité républicaine, «*la liberté, l'égalité et la fraternité*». On nous dessine un paysage limpide dans lequel se trouvent les bons représentants des bons partis républicains, vertueux en tout, et les autres, tous les autres, alliés de tous les totalitarismes. Ainsi, Jean Daniel, dans

Suite en dernière page

# Ecologie de la libération

**réf: Murray Bookchin, Une société à refaire, Editions écosociété, Montréal, 1993**

Faisant malheureusement abstraction de l'écologie sociale, le débat sur l'écologie n'en évoque généralement que deux tendances opposées, l'écologie réformiste ou politique – à l'œuvre dans les parlements – et l'écologie fondamentaliste, connue en Amérique du Nord sous le nom de «*deep ecology*». Cette dernière, moins répandue en Europe, fait l'apologie de thèses «*naturalistes*» extrêmes, qui vont jusqu'à, par exemple, prôner l'abandon de tout soutien aux populations souffrant de famine ou de guerre, ou alors à couvrir d'un bon œil l'extinction de l'espèce humaine, ce qui permettrait à la «*nature*» de reprendre ses droits.

C'est lorsque Bookchin entendit un jeune écologiste radical tenir des propos effarants qu'il ressentit l'absolue nécessité de faire le point sur les notions fondatrices de l'écologie sociale. En effet, en disant que l'être humain doit «*obéir aux lois de la Nature et se soumettre humblement à ses commandements*», certains écologistes ne font que retourner le rapport de domination porté par les discours tant capitaliste que marxiste selon lequel il faut «*domestiquer*» la nature «*sauvage*», pour qu'elle se «*sou-*

mette» à l'homme afin que ce dernier puisse en retirer ce dont il a besoin. Cette idéologie nau-séabonde sert également à justifier la domination de l'homme par l'homme, qui serait «*naturelle*».

L'écologie sociale, loin de se satisfaire d'aussi grossières explications et d'une vision manichéenne d'un monde dans lequel l'homme et nature seraient, par définition, en combat perpétuel, tente au contraire de comprendre, plus subtilement, pourquoi la société en est venue à s'opposer au monde naturel, et pourquoi certains individus en sont devenus véritables parasites, pillant sans vergogne les ressources naturelles à leur seul profit. Car, loin de conclure à une responsabilité collective, Murray Bookchin assène une vérité qu'il ne faut pas se priver de répandre: ce ne sont pas «*les opprimés qui causent des déséquilibres écologiques, [mais] les grandes firmes, l'agriculture industrielle, les élites dominantes, l'Etat*».

F. Mirail

Vous pouvez commander ce livre aux : Ed. EDAM - Europe c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4  
Prix: CHF 24.- + frais de port

## Brèves

**Transports publics lausannois - Cash Converters, le procès**

Le 25 mars, les conducteurs et conductrices des Transports publics de la région lausannoise (TL) ont fait une journée appelée opération «*roulons feutré et soyons sympa*». Cette grève du zèle visait à montrer aux usagers les conséquences du stress quotidien, et à dénoncer le dumping salarial dû au recours à la sous-traitance. Chacun a ainsi pu constater que lorsque l'on laisse le temps de monter aux personnes âgées ou si l'on aide celles qui sont accompagnées de poussettes, le respect de l'horaire est impossible. Une action intéressante qui a aussi donné l'occasion aux voyageurs de discuter des difficultés que rencontre le personnel des TL.

Le procès des quatre chômeurs inculpés suite à leur action dans un magasin Cash Converters à Paris (voir Aujourd'hui n° 3 et n° 5) a eu lieu le 26 mars 1998. Rappelons que les quatre inculpés avaient vu leur demande de mise en liberté provisoire refusée, ce qui était apparu disproportionné au vu des chefs d'inculpation. Le pouvoir judiciaire, malgré ses dénégations, illustre clairement le caractère politique de ce procès, en condamnant les quatre manifestants à des peines, elles aussi, disproportionnées: de 3 mois avec sursis jusqu'à 7 mois avec mise à l'épreuve de deux ans, tout ceci accompagné de centaines d'heures de TIG (Travaux d'Intérêt Général).

## LA FABRIQUE DE LA VÉRITÉ

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des «*vérités*».

**«Serions-nous plus progressistes que les Américains ? Nullement, car notre Moyen Age à nous, nous ne le situons ailleurs : dans notre manière de protéger les travailleurs contre le chômage, par exemple.»**

Contribution de Claude Monnier, la Tribune de Genève, 23.03.98

# Surfer sur la vague du diable (suite)

son traditionnel éditorial<sup>2</sup>, avoue son soulagement devant la victoire relative de la gauche dont la défaite «*aurait profité bien plus dangereusement encore au Front National et à l'extrême-gauche qu'à la droite républicaine*». Mais, Jean Daniel n'est pas seulement effrayé devant les 4,5% réalisés, au plan national, par les formations d'«*extrême-gauche*» (principalement Lutte Ouvrière (LO) et la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)) qu'il renvoie dos à dos avec le FN, il est aussi en colère contre les vrais responsables du renforcement de ce parti, et de fustiger dans un généreux mélange «*les grèves sans préavis légal, les occupations de locaux de l'ANPE par des chômeurs, les manifestations d'Africains sans papiers dans les églises, le spectacle des voitures en feu le samedi soir et la permanence angoissante de la criminalité juvénile et infantile*». Toute lutte sociale, toute manifestation contre l'ordre des choses profitent au Front National. La contestation, c'est l'ennemi. Jean Daniel est, par ailleurs, convaincu, comme ses amis de gauche, de la nécessité d'agir, au fond, dans le sens voulu par le FN, plébiscitant «*les dispositions méritoires de Jean-Pierre Chevènement, dont le courage ne suscite d'impopularité que chez les rêveurs*» qui ne peuvent, déplore-t-il, avoir d'effets immédiats sur l'immigration. Chevènement qui n'hésite pas reprendre ce discours en déclarant que «*les occupations d'églises par les sans-papiers sont pain béni pour le Front National*»<sup>3</sup>, rejoint par son petit copain Claude Allègre, ci-devant Ministre de l'éducation nationale, qui, mécontent de ses troupes pédagogiques, remarque qu'«*il est plus facile de manifester que*

*de retrousser ses manches, il y a des attitudes irresponsables qui nourrissent le FN*». Voilà la nouvelle rhétorique gouvernementale et médiatique : chaque critique de la politique menée – sans parler d'une critique du politique – est une aide apportée au FN. Qu'importe si le fonctionnement de ces institutions conduit à l'exclusion et à la péjoration des conditions de vie d'une partie de la population, si ce système organise l'exploitation économique au profit des capitalistes, si ce système dépossède les individus du contrôle de leur existence, les invitant à s'en remettre à des hommes providentiels. Et si l'on n'est pas content, on pourra toujours voter pour... la droite républicaine qui appliquera la même politique, et saura être le gardien, aussi inflexible que la gauche, des valeurs fantasmagiques d'une république qui, dans la réalité, laisse la liberté de se soumettre, travaille à l'égalité des plus riches et se contrefout de la fraternité (il y aurait, aussi, beaucoup à dire sur ces valeurs républicaines qui, si elles assurent, à l'intérieur du pays et pour les Français, un minimum de droits, n'en font pas du tout de même à l'extérieur. Rappelons, exemple parmi tant d'autres, que c'est cette République qui a armé et soutenu le régime génocidaire rwandais). Cette vénération de l'ordre établi, ce délire légaliste essaient de toutes parts et donnent lieu, notamment, à une diatribe vibrante du rédacteur en chef de Charlie Hebdo<sup>5</sup>, qui, relativement lucide sur l'incapacité de la gauche à faire autre chose que du capitalisme, appelle, tout de même, à ne pas désespérer, car reste «*la force de la République [...] la loi*». La solution est donc, selon ce journal et son chef, d'in-

terdire le Front National en accompagnant cette dissolution «*d'une baisse significative du nombre des chômeurs dans les dix-huit mois qui viennent. Histoire de prouver qu'il y a une droite et une gauche*». Lumineux ; si on a la peste, on interdit le microbe et on prie très fort pour qu'apparaissent des anticorps. Et si la guérison ne vient pas, on peut «*commencer à mettre [sa] brosse à dents dans une valise et à [se] renseigner sur les tarifs de l'exil*»<sup>6</sup>.

Le Front national est, évidemment, intolérable et doit être éradiqué. Mais l'«*affolement*» de la classe politique et son empressement à se présenter comme ultime rempart à la barbarie fasciste ressemblent beaucoup à une tactique visant à diaboliser tout ce qui ne fait pas partie, et ne joue pas la partie, du sérail politique établi, et à jeter le doute sur toutes les actions autres qu'électorales ou pétitionnaires, au premier rang desquelles se trouvent les luttes sociales. Alors que c'est justement lors de ces luttes que se manifeste, nous l'avons encore vu durant les grèves de 1995 et, récemment, avec le mouvement des chômeurs, le véritable esprit de liberté et de fraternité, au cœur même de la vie des individus, loin des calculs politiques et des petits arrangements avec le Diable.

G. Amista

1. Le Monde, 21 mars 1998
2. Le Nouvel Observateur, 19/25 mars 1998
3. Charlie Hebdo, n°301, 25 mars 1998
4. Le Monde, 27 mars 1998
5. Charlie Hebdo, n°301, 25 mars 1998
6. Charlie Hebdo, n°300, 18 mars 1998

(Suite de la première page)

de supplément: il s'agit de la plaidoirie de René Riesel, prononcée à l'occasion de son procès et de celui de ses deux camarades, procès qui faisait suite à leur action, menée dans les locaux de Novartis à Nérac (France), dont le but était de «*dénaturer*» le maïs transgénique, qui y était entreposé, «*afin de le rendre impropre à la commercialisation*». Mais nous n'avons pas oublié nos lectrices et lec-

teurs au numéro: il est possible d'obtenir ce texte contre l'envoi d'une enveloppe à votre nom et adresse et deux timbres à 70 centimes, le tout envoyé à notre adresse postale. Les personnes bénéficiant d'une adresse électronique peuvent également nous contacter par e-mail.

F. Mirail

## ABONNEMENTS

3 mois (12 n°): 15 FS, soutien 25 FS  
 6 mois (24 n°): 30 FS, soutien 50 FS  
 12 mois (48 n°): 60 FS, soutien 100 FS  
 Etranger et commandes groupées, contactez-nous.  
 Règlement par CCP n° 17-471708-7  
 Adresse: AUJOURD'HUI  
 c/o Aide Mutuelle  
 case postale 664  
 1211 Genève 4  
 e-mail: edam.ch@tao.ca  
 cas.ch@tao.ca